

Mediapart publie un document inédit où un ancien collaborateur du président Condé et un ancien ministre évoquent son renversement, l'accusant de fraudes électorales, sur fond de pots-de-vin et de pressions des groupes miniers. Le pays est au bord d'une crise politique majeure, l'opposition demandant l'annulation des législatives qui viennent de se tenir.

C'est une aimable conversation. Ce dimanche 2 décembre 2012, deux hommes parlent longuement. Il est question de corruption, de fraudes électorales, de renversement de régime, de services secrets, de commissions de millions de dollars pour des enjeux miniers qui pèsent, eux, des milliards de dollars. Le pays cible ? La Guinée, présidée depuis novembre 2010 par Alpha Condé, un eldorado inexploité où s'accumulent quelques-uns des plus grands gisements de la planète, uranium, diamants, bauxite, minerai de fer (lire également sous l'onglet Prolonger de cet article).

La rencontre se tient en Floride, au 166 Palm Avenue, Miami Beach, dans une extravagante propriété aux airs de palais italien, aujourd'hui mise en vente pour 16,5 millions de dollars. La conversation est précise mais reste amicale, avenante, à l'image de la luxueuse propriété dont on peut avoir un aperçu ci-dessous. Dans les moments de détente, on parle aussi femmes et voitures de luxe : Bentley, Lamborghini, Rolls. « *J'attends d'ailleurs le dernier modèle* », dit l'un.

L'hôte des lieux, en ce début décembre 2012, s'appelle Samuel Mebiam. Fils d'un ancien premier ministre de feu le dictateur du Gabon Omar Bongo, Samuel Mebiam a la double nationalité franco-gabonaise. Il a construit une solide fortune en faisant prospérer le business familial mais en travaillant surtout pour quelques grandes compagnies pétrolières et minières sud-africaines. Son job ? Lobbyiste, entremetteur, monteur de contrats en travaillant un solide réseau de décideurs africains, du président sud-africain Zuma au président du Niger, en passant par la Guinée, la Guinée-Équatoriale, la Centrafrique, le Tchad et le Gabon, où « *mon frère d'enfance, parce que nos papas ont travaillé ensemble* », Ali Bongo, a pris le relais d'Omar.

Le deuxième homme avec qui Samuel Mebiam vient de prendre un brunch dans un restaurant huppé de Miami Beach avant de le conduire dans sa propriété s'appelle Mahmoud Thiam. Lui a été ministre des mines de Guinée-Conakry en 2009 et 2010 avant de repartir pour New York. Sa société de conseil, [Thiam and Co](#), est aujourd'hui installée dans de luxueux bureaux sur l'une des avenues les plus chères de Manhattan, Madison Avenue.

« *Qu'appellez-vous fortune ?* » répond-il à Mediapart quand nous l'interrogeons pour savoir s'il faut compter en dizaines ou en centaines de millions de dollars pour évaluer sa richesse. Car avant d'être ministre, Mahmoud Thiam fut banquier d'affaires à Merrill Lynch avant d'effectuer un transfert spectaculaire pour UBS. « *Oui, j'ai gagné beaucoup d'argent quand je suis passé avec mon équipe à UBS. Pour vous donner une idée, ma secrétaire a touché 500 000 dollars pour ce transfert. Cet argent me rend libre, je n'ai pas besoin de pots-de-vin, moi, contrairement à ce que dit le clan Condé qui veut me salir* », insiste-t-il.

Alpha Condé, président de la Guinée, voilà l'unique objet du ressentiment des deux hommes. C'est pour lui et pour s'en débarrasser qu'ils se retrouvent ce jour à Miami Beach. C'est leur première rencontre. Elle va durer plus de trois heures mais la cordialité affichée cache un premier piège de taille : l'intégralité de leurs échanges va être enregistrée. Mediapart s'est procuré la totalité de cet enregistrement et l'a authentifié (il est à écouter intégralement [sous l'onglet Prolonger de cet article](#)).

Soros, Blair, Kouchner, Condé

Plusieurs éléments laissent penser que Mahmoud Thiam est l'auteur de cet enregistrement. Ses déplacements, jusque dans les toilettes, sont clairement audibles. Mais l'ancien ministre s'en défend ardemment. Car, si c'est bien lui, n'aurait-il pas dû aussitôt saisir la police américaine des possibles délits ainsi révélés et discutés à Miami ? « *Ce n'est pas moi, nous avons été piégés, regardez plutôt du côté des sociétés d'espionnage mandatées par Condé et George Soros, [DLA Piper](#) par exemple, qui ne cessent de vouloir me salir* », assure-t-il à Mediapart.

Et voilà le financier milliardaire et philanthrope George Soros ciblé à son tour. Pour son soutien massif à Alpha Condé depuis son élection. Pour son implication dans les troubles batailles des concessions minières guinéennes. Soros, tout comme Tony Blair, autre soutien de Condé, fait valoir une tout autre version. Pour aider au progrès de la bonne gouvernance en Afrique, oui, il soutient Alpha Condé, président issu des premières élections reconnues comme libres et sincères par les organisations internationales depuis l'indépendance du pays en 1958.

Après cinquante ans de dictature, de régimes autoritaires, de juntes militaires et de scrutins massivement truqués sur fond de violences, la Guinée a fait un pas vers la démocratie avec l'élection de Condé. Soros a alors mis ses équipes d'experts, d'avocats internationaux, de détectives à la disposition de cet homme ayant vécu la plupart de sa vie en exil en France, proche de la gauche française et de l'Internationale socialiste, ami de lycée de Bernard Kouchner. Objectif fixé par Soros et Condé aussitôt élu : revoir le code minier guinéen, réexaminer les concessions délivrées par les régimes précédents, enquêter sur des contrats de concessions ayant donné lieu à des corruptions de décideurs.

Mahmoud Thiam, ancien ministre des mines dont Alpha Condé se débarrasse en 2010, est donc dans le viseur des équipes de Soros. Comme du FBI à New York (ce sera à lire dans le deuxième volet de cette enquête). Le voici accusé de deals louches, de valises d'argent réceptionnées, d'amitiés corruptrices avec quelques géants miniers. Mais l'ancien banquier d'affaires est déterminé à se défendre. Et cet enregistrement, qui ne serait pas son œuvre, viendrait en fait le servir, veut-il croire.

« Personne n'aime voir volées ses conversations privées, dit-il à Mediapart, mais au bout du compte, je n'ai rien à me reprocher. Dans ce que je dis ce jour-là à Mebiame, rien n'est embarrassant pour moi. »

En est-il si sûr ? À Samuel Mebiame, Mahmoud Thiam raconte les raisons de sa rupture avec Alpha Condé et la « guerre ouverte » désormais engagée. « Condé trahit systématiquement tous ceux qui l'ont aidé. Je l'ai aidé entre les deux tours, à deux reprises, je lui ai fait livrer 3 ou 4 millions de dollars (...) C'est une nature mesquine, vindicative, agressive. Ce bonhomme, il faut le sortir, s'en débarrasser et tous ceux qui veulent le dégager, démocratiquement ou par la force, auront besoin de moi. Il creuse sa propre tombe, ne respecte aucun contrat. Il a déclenché la guerre avec moi, eh bien, il faudra que l'un de nous deux tombe, j'irai jusqu'au bout », dit-il tout au long de cette conversation.

Depuis des mois, les tensions s'exacerbent en Guinée sur fond de campagne pour des élections législatives qui se sont enfin tenues ce 28 septembre après de multiples reports. Mais une semaine après le scrutin législatif, les résultats définitifs n'étaient pas encore publiés, laissant le soupçon de truchage grandir. L'opposition, vendredi 4 octobre, a demandé l'annulation du scrutin, criant à une fraude massive ([lire ici](#) et [ici également](#)). Des rumeurs mais aussi des notes de services occidentaux (citées par *Le Canard enchaîné*) font état de la préparation d'un possible putsch. Alpha Condé évoque lui-même dans des conversations privées des recrutements en cours de mercenaires, en particulier en Afrique du Sud. Ses adversaires l'accusent en retour de faire de même et d'attiser les rivalités ethniques. Mahmoud Thiam ne trouve-t-il donc rien d'« embarrassant » dans ses propos ?

« Non, je vous le redis, tout ce que j'ai expliqué à Mebiame, je l'ai dit publiquement. Condé est l'une des personnalités les plus corrompues, moi je suis un légaliste parfait, je ne suis pas engagé dans une bataille politique et je n'ai pas d'allié en Guinée », nous assure-t-il. Pourquoi lui, le banquier à succès d'UBS, a-t-il accepté un poste de ministre des mines alors que le pouvoir était aux mains de militaires auteurs d'un coup d'État en 2009 ? « Ce n'était pas vraiment un coup d'État, il y a eu très vite un régime de transition pour organiser les élections, se défend-il aujourd'hui. Vous savez, moi j'ai voulu aider mon pays, en tant que bon technicien, puis je suis retourné à New York où je vis avec ma famille et mes trois filles. »

Dossier contre rendez-vous

Mahmoud Thiam répond bien volontiers à Mediapart comme à de nombreux journaux africains ([lire ici, par exemple](#)). Samuel Mebiame s'est lui effacé du paysage depuis cette rencontre. Pas d'interviews, aucune déclaration publique. Contacté à plusieurs reprises, via celui qu'il présente comme son « homme de confiance », un opérateur immobilier de Miami, [Farouk Gongoe](#), Samuel Mebiame n'a jamais retourné nos appels. Signe d'embarras ? Sans doute plus encore.



Carte de la Guinée. © Ministère français des affaires étrangères.

Car Samuel Mebiame voit aujourd'hui projetés en plein jour ses affaires, ses intrigues et ses coups ratés. Au fil des explications qu'il donne à Mahmoud Thiam, on croise plusieurs dirigeants sud-africains, ainsi que les services secrets de ce pays, des compagnies minières, des sociétés électorales, l'entourage de Condé, ses relations avec Ali Bongo : bref, les coulisses peu reluisantes du rôle d'entremetteur de premier plan qu'il s'attribue. Ses partenaires apprécient sans doute peu de se voir ainsi jetés sur la place publique.

Mebiame a invité Thiam à Miami dans un but bien précis. Lui proposer un dossier présenté comme déflagratoire sur Alpha Condé - une supposée fraude massive de l'élection présidentielle de 2010 - en échange d'une rencontre avec Benny Steinmetz. Et voici un autre acteur clé de l'eldorado guinéen. Steinmetz, roi du diamant, franco-israélien, première fortune d'Israël, est au cœur de la plus grande bataille minière de la planète : le contrôle du gisement de minerai de fer de Simandou, la plus importante réserve au monde.

Nous y reviendrons en détail dans le second volet de cette enquête, mais résumons l'essentiel : en revoyant le code minier, Alpha Condé a décidé de revoir la concession faramineuse accordée au groupe BSGR de Benny Steinmetz à Simandou. Enjeu : des dizaines de milliards de dollars. Depuis, Steinmetz se bat comme un beau diable.

— « Votre dossier, dit en ce début décembre 2012 Mahmoud Thiam à Samuel Mebiame, je peux en faire une bombe atomique. C'est la fin d'Alpha Condé. »

- « J'en suis convaincu, renchérit Mebiame, ce dossier c'est mon trésor de guerre, mon parachute. Et même si Alpha ne tombe pas, il sera tellement mûr que vous le contrôlerez. »

De quoi s'agit-il ? Le second tour de l'élection présidentielle de 2010 a été lourdement truqué pour assurer l'élection d'Alpha Condé. C'est Samuel Mebiame, qui avait alors rejoint son équipe de campagne et apporté d'importants moyens financiers, qui l'affirme. Comment ? En demandant à l'entreprise [Waymark](#), une société réputée proche des services secrets sud-africains et qui assurait l'organisation et la logistique de l'élection - jusqu'à la collecte informatique des résultats - de « corriger » le scrutin. C'est du moins ce qu'affirme Samuel Mebiame.

— « *Quels étaient les résultats bruts ?* » s'enquiert Mahmoud Thiam.

— « *Vous le savez, tout est négociable avec ces machines informatiques. Mais j'ai les documents, les accords passés entre Waymark, Alpha Condé et son fils Mohamed. Et j'ai un agent des services sud-africains qui peut témoigner. J'ai aussi le détail des 14 millions de dollars versés ensuite par la banque centrale guinéenne pour Waymark via une société proche des services* », précise Samuel Mebiame.

Aucun de ces documents n'a jamais été rendu public et aucune preuve ne peut à ce jour être fournie à l'appui des accusations de Samuel Mebiame. Les deux hommes se réfèrent à des résultats électoraux qui avaient effectivement « étonné » pour le moins beaucoup d'observateurs. Pas ceux de l'Union européenne, qui avaient jugé fiable et correcte l'élection d'Alpha Condé. À leur suite, d'autres organisations internationales ou de puissants *think tank*, tel l'International Crisis Group, n'avaient pas remis en cause la sincérité de l'élection.

Mais il reste cette étrangeté. Alpha Condé réunit au premier tour de la présidentielle 18 % des voix, son principal adversaire Cellou Dalein Diallo faisant plus de 43 %. Au second tour, et bien que les autres candidats se soient désistés pour Diallo, Condé l'emporte avec 52,5 % des voix.

« *Ça a surpris tout le monde*, dit aujourd'hui Antoine Glaser, spécialiste de l'Afrique. *Un tel bond, cela s'est rarement vu... Dans le même temps, Diallo est peul, l'ethnie majoritaire dans le pays, et il y avait un tel sentiment anti-peul dans le pays que les ethnies minoritaires ont pu peut-être se fédérer. Diallo a reconnu sa défaite, ce qui nous a aussi grandement surpris...* » On avait alors parlé de compromis entre les deux hommes, le perdant se voyant promettre de multiples compensations. Un autre élément est le rôle de l'armée, qui s'est rangée du côté d'Alpha Condé et aurait elle aussi pesé de manière décisive sur le scrutin.

Pas de commentaires chz Alpha Condé

Depuis trois ans, Waymark - opérateur d'élections - est sous surveillance. La société est aussi au cœur des désaccords entre pouvoir et opposition sur l'organisation des élections législatives qui, après plus de deux années de reports successifs, viennent enfin de se tenir. Waymark a participé à l'organisation du scrutin mais avec d'autres cette fois ([lire ici un article évoquant Waymark mais aussi les démêlés récents](#) du neveu du président sud-africain Zuma).

Quand Thiam et Mebiame se rencontrent en ce début décembre 2012, les élections sont justement annoncées pour la fin du mois. Les deux hommes font le décompte. « *Il faut aller vite*, presse Samuel Mebiame, *je vais vous donner le dossier mais je veux voir Benny Steinmetz.* » « *Une fois que j'ai le dossier, il me faut 5 à 7 jours pour faire exploser la bombe et il faut que cela se passe 4 ou 5 jours avant l'élection. Le rapprochement avec Benny et BSGR, je m'en occupe* », dit Thiam.

Aujourd'hui, Mahmoud Thiam raconte la suite de l'histoire à Mediapart. « *Steinmetz n'a pas voulu rencontrer Mebiame, j'ai posé la question, ils ont refusé. Mebiame ne m'a pas envoyé le dossier, seulement quelques documents mais très insuffisants, je crois qu'il voulait faire payer ce dossier, pensant que Steinmetz aurait pu l'acheter. J'ai revu Mebiame une fois, c'est tout. Mais je crois que ce que dit ce monsieur est très crédible, il était au cœur du système, n'est-ce pas ? Et j'ai d'ailleurs mes propres informations.* »

La « bombe » a fait long feu. Pour l'instant. Le rôle de Samuel Mebiame, un temps au cœur de l'équipe d'Alpha Condé, est avéré. C'est lui qui a déclenché un autre scandale - l'affaire dite Palladino - en signant en 2011 un prêt de 25 millions de dollars accordé, via une société offshore, par plusieurs groupes sud-africains au nouveau pouvoir guinéen... Prêt garanti sur d'énormes actifs miniers du pays et qui pourrait cacher d'autres flux financiers beaucoup plus importants.

Contactée par Mediapart, l'équipe d'Alpha Condé se réfugie dans un silence prudent : trop de pièges et d'alliances volatiles au moment où les élections législatives peuvent tout bouleverser dans le pays. « *Non, la présidence ne commente pas tout cela et ne veut pas parler de M. Thiam*, dit un porte-parole de la présidence de la République. *Il y a des procédures en cours, la présidence ne fera pas de déclarations publiques tant qu'elles ne seront pas achevées.* »

Dollars, mines, multinationales, pouvoir politique, puissances étrangères et services secrets : c'est dans ce champ de bataille que la Guinée, l'un des pays les plus misérables et les plus corrompus de la planète, tente de se construire. Mahmoud Thiam et Benny Steinmetz ont perdu la partie. Pour l'instant seulement, tant les alliances peuvent se défaire.

Car la roue peut vite tourner : moyennant 750 millions de dollars de « rallonge » pour une concession, le groupe Rio Tinto est rentré en grâce. Le géant russe de l'aluminium, [Rusal](#), est toujours là. Le Français Vincent Bolloré, proche d'Alpha Condé, a lui resurgi : en consolidant sa concession du port de Conakry, d'abord ([ici le site de Bolloré-Africa](#)). Et en décrochant surtout la construction d'une ligne stratégique de chemin de fer. Celle qui servira au transport du minerai de fer de Simandou, le trésor guinéen. Quand il sera exploité.